



La démocratie ne s'achète pas : pas de récoltes rémunérées de signatures au PS !

Depuis le début des récoltes de signatures du référendum contre le congé paternité, de nombreux témoignages de toute la Suisse romande, réunis par le PSN, ont fait état de récoltes frauduleuses de signatures. Certains récolteurs annoncent faire signer « pour » le congé paternité ou « à propos » de celui-ci. Les feuilles de signatures sont souvent pliées de manière à ce que le signataire ne sache pas vraiment ce qu'il signe. Des récolteurs disent avoir été trompés par leur employeur et ne pas savoir qu'ils récoltent contre le congé paternité. Ils habitent souvent en France et n'ont pas beaucoup de connaissances en matière de politique suisse¹. Ces faits avaient déjà été dénoncés lors du référendum contre la norme pénale anti-homophobie.

Ces pratiques menacent la démocratie directe et résultent directement du fonctionnement capitaliste du "marché des signatures". Des entreprises se font promettre 2 à 3 francs par signature alors que leurs employés ne sont payés qu'un franc par signature². Ces entreprises et récolteurs sont donc encouragés à instaurer des pratiques mensongères pour maximiser leurs marges, ceci au détriment des droits politiques et de la démocratie. Sans coup d'arrêt à cette tendance inquiétante, les outils du référendum et de l'initiative sont menacés : les récoltes de signatures dans la rue deviendront difficiles suite à un déficit de confiance de la population et, à terme, ces outils démocratiques devront être restreints pour éviter les fraudes. Le PSS, principale force d'opposition, risque ainsi de perdre ses principaux moyens de lutte.

Outre les dérives trompeuses causées par les récoltes rémunérées à la signature, ces dernières renforcent un autre problème démocratique : la force politique des partis bourgeois. Avec ses soutiens économiques, un parti comme l'UDC n'aurait aucune peine à déboursier des dizaines de milliers de francs pour un référendum voire des centaines de milliers pour une initiative. Cette distorsion du système démocratique s'ajoute aux avantages déjà

¹ [24heures, le 6 décembre 2019](#)
[RTS info, le 6 décembre 2019](#)
[Blick, le 23 décembre 2019](#)
[NZZ, le 4 février 2020](#)
[NZZ, le 8 février 2020](#)

² <https://www.rts.ch/info/suisse/11058497-recolte-remuneree-de-signatures-des-pratiques-trompeuses-devoilees.html>

nombreux des partis riches sur le terrain politique. Il n'est pas acceptable que les référendum et initiatives deviennent de simples produits dans un supermarché pour les partis bourgeois !

Considérant que la seule solution efficace pour éviter ces écueils est l'interdiction de rémunérer des personnes spécifiquement pour récolter des signatures (à la signature ou à l'heure), qui sera probablement proposée au niveau fédéral³,

considérant que le PSS, parti dont l'essence réside dans sa force militante, dont les membres sont les plus nombreux dans les rues depuis toujours pour récolter de signatures, doit de plus de plus être exemplaire, même en l'absence d'interdiction fédérale,

1. le Parti socialiste suisse ainsi que ses sections cantonales et locales n'auront plus recours à des contrats prévoyant une rémunération spécifique pour les récoltes de signatures visant à faire aboutir des demandes démocratiques (initiatives, référendum, pétitions...),
2. le Parti socialiste suisse soutient une interdiction fédérale des contrats prévoyant une rémunération spécifique pour les récoltes de signatures.

³ <https://www.rts.ch/info/suisse/11070843-le-referendum-contre-le-conge-paternite-de-deux-semaines-conteste.html>, fin de l'article.